

BREVE DESCRIPTION DU C.D.I.-BWAMANDA

L. VAN BAELEN

1. QU'EST-CE QUE LE C.D.I.-BWAMANDA ?

Le C.D.I.-Bwamanda est une ASBL zairoise qui, en Belgique, peut compter sur l'assistance de l'ASBL C.D.I.-Bwamanda-Belgique. Juridiquement le C.D.I.-Bwamanda-Belgique et le C.D.I.-Bwamanda-Zaïre sont deux ASBL indépendantes.

1.1. Au Zaïre

Le C.D.I. (Centre de Développement Intégral)-Bwamanda est une ONG (Organisation non gouvernementale) reconnue en 1972 par le droit zairois, comme "ASBL" (Association Sans But Lucratif) qui s'engage de façon stable et structurée, pour le développement du nord-ouest de la province de l'Equateur au Zaïre.

1.2. En Belgique

Le C.D.I. (Centrum voor Dorps-Integratie: Centre d'Intégration Rurale)-Bwamanda-Belgique est une ONG reconnue avec le statut juridique d'ASBL. D'une façon spéciale, le C.D.I.-Bwamanda-Zaïre peut compter sur le soutien du C.D.I.-Bwamanda-Belgique pour réaliser ses options, principalement par le soutien logistique, l'obtention de fonds, le cofinancement avec la participation des instances locales, provinciales, nationales et internationales ainsi que d'organismes privés, en assurant des évaluations et des supervisions au Zaïre, et par l'organisation des stages et bourses d'études en Europe pour les cadres zairois.

D'autres projets au Zaïre, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine peuvent aussi faire appel au C.D.I.-Bwamanda-Belgique.

2. ORIGINE, CROISSANCE ET AVENIR DU C.D.I.-BWAMANDA

2.1. ORIGINE

Le C.D.I.-Bwamanda doit son origine à la rencontre de deux initiatives:

2.1.1. A Bwamanda

Bwamanda est un petit centre rural en Ubangi (nord-ouest du Zaïre). Un poste missionnaire y fut érigé en 1926 par les Pères Capucins, avec un hôpital et une école secondaire. Fin 1967, le Père Henri Evens rassembla quelques jeunes membres de la J.A.C. (Jeunesse Agricole Chrétienne) pour voir ce qu'ils pourraient faire pour le développement de leur région. La population de Bwamanda et environs vivait dans une situation déplorable. Environ 400 enfants sur 1000 mouraient avant l'âge de 5 ans. Depuis 1960 il n'y avait plus de médecin à l'hôpital et la plupart des centres de santé de brousse étaient délabrés et abandonnés. Le revenu familial mensuel était évalué à 50 BEF. Par manque de semences sélectionnées et d'outils convenables, la production agricole était basse et le surplus éventuel n'était pas vendu, ou vendu à un prix trop bas. Les routes, surtout pendant la saison des pluies, étaient presque impraticables. Les quelques écoles primaires ne disposaient pas de personnel qualifié et fonctionnaient irrégulièrement. Le Diocèse de Molegbe ne disposait que de 2 écoles secondaires pour une population de 500.000 personnes.

Cette situation donnait à la population un sentiment d'impuissance et d'abandon dans leur misère.

2.1.2. A Kinshasa

A l'Université Lovanium se forma un petit groupe sous la conduite du Professeur L. Van Baelen et du Dr. J. Van Mullem, qui était d'accord d'aller travailler à l'intérieur du pays. En 1968, on leur présenta l'initiative de Bwamanda qu'ils adoptèrent. Avec l'assistance de quelques techniciens de l'Université Lovanium, un "Projet de Développement Intégral" fut rédigé.

Les idées maîtresses peuvent être résumées de la façon suivante:

Développement: *les protagonistes étaient convaincus qu'il est inacceptable que les gens de Bwamanda - hommes et femmes comme vous et moi - vivaient dans*

une situation inhumaine. Ils ont droit à une existence où ils peuvent trouver les moyens de satisfaire à leurs besoins vitaux.

***Développement intégral:** par "intégral" on avait d'abord en vue qu'on devait aider toute la population -sans aucune distinction-, non seulement à acquérir le bien-être matériel, mais aussi les biens et services nécessaires au développement de toute la personne. Les protagonistes étaient aussi convaincus qu'une action pour le développement n'a de chance de réussir que si des actions simultanées et combinées sont entreprises dans les domaines essentiels de la société, donc dans le domaine économique (principalement agricole), médical, social et culturel. C'est aussi pour cette raison que la notion "intégral" fut retenue dans la dénomination du projet.*

Après l'approbation et une intervention financière limitée de la Coopération belge et de l'Etat zairois, une équipe polyvalente prit la route de Bwamanda en 1969. Elle comprenait le Docteur Jan Van Mullem, Kris Verfaillie comme professeur à l'école secondaire et Jacqueline Vanheers comme agronome. Edwin Vandommele était déjà attaché à l'école pédagogique de Bwamanda comme professeur.

2.2. CROISSANCE

Lors de l'érection du C.D.I.-Bwamanda, les protagonistes avaient prévu comme champ d'activités Bwamanda et environs, peuplés d'environ 50.000 habitants.

2.2.1. Extension territoriale

A la demande de la population, une section du C.D.I.-Bwamanda fut ouverte en 1973 à Wapinda-Abuzi-Yakoma, à 600 km de Bwamanda.

En 1976 ce fut le tour de Bokilio-Libenge; en 1977, Bobito; en 1979 Gemena; en 1982 Mawuya et en 1989 le C.D.I. essaima à Bumba.

Fin 1994 nous estimons à plus de 500.000 le nombre de Zairois qui vivent dans la sphère d'influence de l'ONG C.D.I.-Bwamanda, sur un territoire équivalent à deux fois la Belgique.

Depuis 1976 le C.D.I.-Bwamanda dispose d'une représentation à Kinshasa, qui s'occupe de la logistique et du traitement des produits agricoles. Cette unité de

conditionnement, en croissance perpétuelle, a exigé depuis son érection quatre déménagements vers des bâtiments plus vastes.

Le C.D.I. a aussi d'autres demandes de patronage de projets dans d'autres régions du Zaïre, entre autres dans le Bandundu.

2.2.2. Croissance sectorielle et intégration verticale

Autant que possible, pour réaliser ses buts, le C.D.I.-Bwamanda essaya d'employer les entreprises officielles et privées déjà existantes. Cependant, pour aider efficacement la population, le projet fut obligé de créer ses propres services.

Quelques exemples:

Pendant une dizaine d'années, le C.D.I.-Bwamanda transporta ses produits agricoles (surtout maïs, soja et café) vers Kinshasa par les bateaux d'Onatra (parastatal) et par d'autres transporteurs privés. Mais souvent les produits restèrent à l'intérieur du pays ou arrivèrent trop tard à Kinshasa. De là la nécessité de disposer de ses propres bateaux.

Le C.D.I.-Bwamanda voulait se limiter à la production et à la commercialisation des produits vivriers, mais sous la pression paysanne, le projet commença à acheter le café. Il apparut rapidement que l'établissement d'installations pour le traitement du café et l'organisation de l'exportation étaient une nécessité incontournable.

Lors du démarrage du projet, on pensait envoyer autant que possible les produits bruts à Kinshasa. Mais sur cette place, le C.D.I. ne trouva aucun débouché dans l'agro-industrie ou à des prix beaucoup trop bas. D'où la nécessité de créer ses propres unités de conditionnement et d'établir un système de commercialisation efficace.

*Que les routes de desserte agricole soient praticables est une **conditio sine qua non** pour la viabilité du projet. Pendant longtemps, l'entretien des routes fut laissé au parastatal "Office des Routes" et à des entreprises privées travaillant comme sous-traitants de "l'Office des Routes". Forcé par la nécessité, le C.D.I.-Bwamanda se vit obligé de conclure des contrats avec "l'Office des Routes" et même de chercher d'autres ressources financières.*

C'est de cette manière que sont nés les 14 services actuels, ainsi que l'intégration verticale où l'on cherche à organiser tout le circuit à partir du producteur jusqu'au consommateur.

2.3. PERSPECTIVES D'AVENIR

Construire des plans d'avenir est toujours très aléatoire, surtout dans un pays comme le Zaïre.

2.3.1. En général

Vu l'état délabré de l'infrastructure économique et sociale, il est très peu probable, qu'à court ou moyen terme, les investissements privés soient nombreux dans le pays. D'autre part on ne voit pas comment l'Etat pourra disposer des moyens nécessaires pour assurer aux paysans un bien-être suffisant. Dans cette situation, surtout à l'intérieur du pays, les ONG devront se charger de certaines tâches. Fidèle à sa tradition, le C.D.I.-Bwamanda se tient prêt pour collaborer à la reconstruction et il compte pour cela sur l'aide des instances officielles et privées.

2.3.2. Approvisionnement en nourriture

Une des tâches principales du C.D.I.-Bwamanda est la production suffisante de produits alimentaires au Zaïre même ("Autosuffisance alimentaire"). Depuis qu'en 1991 la crise au Zaïre s'est déchaînée avec grande vigueur, un système subsidié de production des produits alimentaires de base, comme la farine de maïs et de soja, le riz, a été mis en place. Par ce système, la diminution du pouvoir d'achat en ville est en partie compensée, sans que pour cela les prix d'achat des produits agricoles soient diminués auprès des agriculteurs, qui continuent à recevoir un prix rentable.

Lors d'un éventuel relèvement du Zaïre, le retour à un système de libre-échange devra se faire progressivement, si l'on veut éviter la désorganisation complète du secteur agricole.

Le C.D.I.-Bwamanda compte sur les subsides nécessaires pour assurer la rentabilité de la production agricole des cultivateurs.

3. STRUCTURES DU C.D.I.-BWAMANDA

Pour bien comprendre l'organisation concrète du C.D.I.-Bwamanda, il ne faut pas perdre de vue qu'une différence existe entre, d'une part, les organes de direction et, d'autre part, les moyens par lesquels le projet incite la participation des paysans.

Dans les débuts, on avait en vue une évolution de pré-coopérative vers une vraie coopérative juridique. Dans cette situation, il était logique que les voies employées pour faire participer les paysans au projet, soient incorporées dans les structures de direction. Mais suite aux expériences très négatives pour tenter la création d'une vraie coopérative, le C.D.I.-Bwamanda évolua d'une pré-coopérative vers un "organisme de prestation de services".

Les canaux par lesquels la population participe effectivement ne furent donc pas introduits dans la structure de direction d'une façon juridique.

3.1. STRUCTURES DE DIRECTION

Dès le début, les initiateurs ont créé une structure simple, mais reconnue légalement et qui donnait au C.D.I.-Bwamanda une certaine indépendance vis-à-vis de l'Eglise et de l'Etat. Dans la mesure du possible, on recherchait une bonne collaboration tant avec l'Eglise qu'avec l'Etat, mais grâce à sa reconnaissance comme A.S.B.L., le C.D.I. pouvait agir avec indépendance.

L'A.S.B.L. C.D.I.-Bwamanda est constituée de membres effectifs, d'un conseil d'administration et de la gestion journalière.

3.1.1. Les membres effectifs

Actuellement, c'est un groupe d'environ 80 personnes qui s'intéressent d'une façon spéciale au développement du nord-ouest de la province de l'Equateur. Lors de la fondation, ces membres étaient les premiers collaborateurs; ensuite et jusqu'à présent les nouveaux membres sont cooptés avec une majorité des 2/3. Les membres effectifs sont la plus haute autorité de l'A.S.B.L. Ils donnent les directives générales, ils nomment les administrateurs qui leur font un rapport annuel.

3.1.2. Les administrateurs

Ils sont sept, nommés par les membres effectifs. Leur tâche principale consiste à déterminer les lignes de force pour l'action, en s'appuyant sur les directives générales fixées par les membres effectifs. En plus ils nomment, accompagnent et contrôlent les responsables de la gestion journalière.

3.1.3. La gestion journalière

Les membres de la gestion journalière sont nommés par les administrateurs pour déterminer la stratégie concrète des activités et la faire réaliser. Une de ses tâches principales est de procéder à l'intégration de la population paysanne dans les activités du projet.

3.2. VOIES DE PARTICIPATION DES PAYSANS AU PROJET

Un des points capitaux du C.D.I.-Bwamanda est la participation libre de la population aux initiatives du C.D.I. C'est pour cela, que dès le début, et grâce à la collaboration des missionnaires, des réunions rassemblaient presque quotidiennement les paysans. Mais, en réaction contre les cultures obligatoires (spécialement le coton), considérées comme une exploitation, les paysans étaient extrêmement méfiants envers toute initiative extérieure. C'est de là que progressivement furent créées les structures (canaux) suivantes pour sensibiliser la population et l'inciter à participer effectivement aux initiatives du C.D.I.-Bwamanda.

3.2.1. Le village

Chaque village a, autant que possible, son "Comité de développement". Il doit comprendre des représentants de toute la communauté villageoise. A ce niveau, personne n'est payé, même pas les "Balendisi" c'est-à-dire les "paysans de contact" qui guident et assistent leurs frères villageois lors des ventes de produits agricoles.

3.2.2. Le C.R.D.I. (Centre Rural de Développement Intégral)

Par groupement de 5 à 10 villages (soit de 5 à 10.000 habitants), un village est choisi pour l'érection d'un C.R.D.I. Ce C.R.D.I. possède une infrastructure élémentaire : une salle de réunion, un centre de santé, un hangar pour stockage des produits agricoles, une école primaire complète. Quelques techniciens travaillent dans un C.R.D.I. et ils sont payés par le C.D.I., entre autres un aide-infirmier et un animateur agricole.

3.2.3. Le Centre

A base d'une entité socio-géographique, par groupement d'une dizaine de C.R.D.I., une localité est choisie, où le C.D.I. implante un centre.

Dans le nord-ouest de l'Equateur, le C.D.I. a implanté un centre dans les localités suivantes: Bwamanda, Bobito, Bokilio, Gemena, Mawuya, Businga, Abuzi, Yakoma, Wapinda. A Bumba, on a commencé l'installation d'un centre en 1989.

Chaque centre dispose d'un certain nombre de bâtiments abritant les principaux services du C.D.I.:

- * Service agricole qui assure l'animation rurale, l'achat, un conditionnement minimum.*
- * Service médico-sanitaire avec l'hôpital ou centre de santé central, inséré dans une zone de santé.*
- * Service technique avec e.a. garage.*
- * Services sociaux: alphabétisation, foyers pour animation féminine, écoles.*

Une équipe de techniciens sous la conduite d'un "chef de centre" doit assurer le fonctionnement des différents services.

C'est au niveau des centres que sont tenues les réunions annuelles (appelées à tort: réunions statutaires) du C.D.I.-Bwamanda. Après que chaque C.R.D.I. avec son "Comité de développement" ait fait une évaluation de l'année écoulée, deux délégués de chaque village se rendent au Centre dont ils dépendent. A cette réunion annuelle sont également invités: les chefs de village, les "Balendisi" ou agriculteurs de contact, les autorités locales des Eglises et de l'Etat. En présence d'une délégation de la gestion journalière, la situation socio-économique, les réalisations et les échecs du C.D.I. sont exposés, ainsi que les désirs pour l'année suivante. Le tout est démocratiquement évalué et discuté. La gestion journalière rassemble et résume ces données et les présente au Conseil d'Administration. Ces rapports seront un document de base pour l'élaboration du plan annuel de l'année suivante. De cette manière, un véritable lien réunit l'A.S.B.L. C.D.I.-Bwamanda aux paysans encadrés par celle-ci et cela sur une base absolument volontaire.

4. PRINCIPALES ACTIVITES DU C.D.I-BWAMANDA

Comme point de départ, il fut décidé que le C.D.I.-Bwamanda organiserait des activités économiques procurant aux villageois un revenu suffisant, qui les rendra capables, après un certain temps, de payer eux-mêmes les services sociaux. Ensuite, les services sociaux existants seraient améliorés ou de nouveaux services seraient créés pour rendre possible un développement humain de grande valeur. Vu la situation misérable de la population, un important apport de capital fut nécessaire tant pour l'investissement que pour le fonctionnement de ces services.

Malgré la crise pétrolière, le C.D.I.-Bwamanda réussit en grande partie à garder en équilibre son budget de fonctionnement. D'un grand secours fut le système de "cross-subsidization" c'est-à-dire le transfert des surplus d'un secteur bénéficiaire vers un service déficitaire. La vente d'une partie du café à des conditions "Max Havelaar" procura des revenus supplémentaires. Pour les nouveaux investissements, il fallut faire appel à la solidarité internationale. Mais cette évolution pleine d'espoir ne put être continuée à partir de 1991. D'abord l'Etat zaïrois ne remplit pas son obligation de fournir une cotisation minimale pour les services socio-culturels, par exemple le paiement des enseignants, médecins, infirmiers ainsi que pour les infrastructures, par exemple l'entretien des routes. De plus, le pouvoir d'achat de la population a tellement diminué, surtout dans les villes, que sans aide humanitaire et sans subsides pour les produits alimentaires de base (farine de maïs, riz, farine de soja), la survie deviendrait impossible. Sans ces subsides, le C.D.I.-Bwamanda ne serait plus en mesure d'acheter le maïs, le soja et le riz auprès des paysans, à un prix rentable, car il n'aurait plus aucun débouché à cause d'un prix trop élevé.

4.1. ACTIVITES ECONOMIQUES

Le C.D.I.-Bwamanda vise en premier lieu à assurer à tous les habitants du nord-ouest de l'Equateur une alimentation suffisante en qualité et en quantité. Ensuite on s'efforce à augmenter la production des cultures vivrières par l'emploi de meilleures semences et de méthodes de culture appropriées, à condition qu'un surplus puisse être vendu, qui à son tour aide à l'approvisionnement de Kinshasa. Comme produit d'exportation, c'est le café qui est en tête.

4.1.1. Production de semences et de plantes en pépinières

La petite station expérimentale "Nzingo" fait des essais avec de nouvelles variétés et de nouvelles techniques de culture, mais on s'applique surtout à la "multiplication des semences". A cet effet on fait appel à des "cultivateurs-multiplieurs".

En 1993 la station expérimentale de Nzingo (Bwamanda) a produit les semences et les plantes en pépinières comme suit:

- 37 T de maïs Kasai I*
- 15 T de soja Jupiter et INIAP (Ecuador)*
- 70 T de riz-paddy IRAT*
- 15.000 petits palmiers sélectionnés*

4.1.2. Animation rurale

Distribution de nouvelles semences, accompagnement des agriculteurs par l'intermédiaire des "Balendisi" (paysans de contact dans les villages), spécialement pour l'amélioration des plantations de caféiers, création de petits étangs (pisciculture).

Le C.D.I.-Bwamanda tient le personnel suivant à la disposition des cultivateurs:

- 8 spécialistes A1 en "développement rural" (agents de développement)*
- 10 agronomes A1 et A2 (techniciens de développement)*
- 7 agronomes A3 (moniteurs agricoles)*

4.1.3. Achat des produits agricoles

Dans le nord-ouest de la province de l'Equateur le C.D.I. achète par an environ 3.000 T de maïs, 1.200 T de riz, 3.000 T de café et 500 T de soja. L'achat se fait par les tracteurs et camions de C.D.I.

Au cours de l'année 1993 les produits suivants furent achetés par le C.D.I.: 2.700 T de maïs, 163 T de soja, 1.200 T de riz-paddy, 1.500 T de café (2.000 T de baies sèches; 2.400 T de cerises rouges et 59 T de café décortiqué)

4.1.4. Conditionnement des produits agricoles

- * Maïs: séchage, mise en sacs*
- * Soja: nettoyage, grillage et neutralisation du goût amer, décorticage, mise en sacs*
- * Riz-paddy: séchage, décorticage, mise en sacs*
- * Café: décorticage (par voie humide et voie sèche), séchage, mise en sacs*

Toutes ces opérations se font dans les centres qui disposent du matériel de séchage et d'autre matériel nécessaire.

4.1.5. Transport des produits agricoles vers Kinshasa

La grande partie des produits achetés est transportée à Kinshasa par les propres bateaux du C.D.I. (2 pousseurs avec chacun deux barges de 250 T).

En 1993 11.000 T de produits agricoles furent transportés à Kinshasa.

Au retour vers l'intérieur différents biens de consommation sont acheminés pour approvisionner les différents centres.

En 1993: 800 T de carburant, 400 T de pièces de rechange, 450 T matériel de construction et biens de consommation, 500 T divers, dont 50 T de médicaments.

4.1.6. Traitement des produits agricoles

Une petite partie des produits vivriers est traitée dans les centres de l'intérieur du pays, spécialement le maïs et le soja. Des aliments pour poules sont également produits à Bwamanda. La plus grande partie des produits est traitée à Kinshasa.

A partir de 1991, les organismes humanitaires officiels et privés, confièrent l'aide alimentaire au C.D.I.

En 1993, les quantités suivantes furent produites: 7.450 T de farine de maïs et 1.012 T de riz blanc.

Ceci eut comme conséquence que le C.D.I.-Bwamanda put acheter les surplus de maïs et de riz produits par les agriculteurs en dehors du nord-ouest de l'Equateur, notamment au Bandundu et au Bas-Zaïre. Le C.D.I. donne priorité aux produits de projets coopératifs.

En 1993, 6.248 T de maïs et 281 T de riz-paddy furent achetées à Kinshasa, mais ne provenant pas de la zone de travail du C.D.I.

Le C.D.I.-Bwamanda conditionna dans ses installations 2.348 T de café pour l'exportation et en assura la livraison à Matadi.

Au début de 1994, débutèrent une petite unité de torréfaction de café et une petite huilerie pour l'huile d'arachide. Un agrandissement est en vue, si le C.D.I. peut trouver les investissements suffisants.

4.1.7. Aviculture

Pour remédier à la pénurie de viande à l'intérieur du pays, causée par la diminution du gibier, et aussi pour augmenter les revenus provenant du traitement des produits agricoles, un essai d'élevage de poules fut entrepris en 1976. Ayant débuté avec 40 oeufs, en 1988 environ 10.000 poussins d'un jour furent produits par semaine, à partir des parentaux 'Kabir' et 'Hypeco'. Ici aussi, Kinshasa fut le principal débouché. En 1990-1992 il y eut une grave récession causée par une alimentation insuffisante et par l'irrégularité des vols entre Gemena et Kinshasa.

Un nouveau départ se fit en 1993. Kinshasa et Bwamanda ont maintenant leurs propres parentaux. La demande de poussins (pour poulets de chair-'Kabir') est si grande dans l'intérieur du pays, que bientôt une production de 5.000 poussins par semaine sera atteinte. Kinshasa se trouve encore dans la période de lancement, mais il y a une longue liste d'attente de candidats éleveurs.

Le C.D.I.-Bwamanda exploite aussi à Kinshasa une petite usine d'aliments de bétail qui a produit 2.748 T en 1993.

4.2. SERVICES NON ECONOMIQUES

4.2.1. Service médical

Le C.D.I.-Bwamanda a toujours combiné la médecine préventive et la médecine curative.

Trois "zones de santé" avec 5 hôpitaux et 80 centres de santé sont confiées à C.D.I.-Bwamanda. 9 médecins zairois, 7 infirmier(e)s A1, 21 infirmier(e)s A2 et 118 infirmier(e)s A3 y sont attachés.

Le programme de vaccination reste assuré de façon optimale, e.a. contre la rougeole et la polio. L'hôpital de Bwamanda a été choisi par le gouvernement zairois comme centre de la lutte contre la maladie du sommeil, qui a repris vigueur et fait des ravages dans le Sud-Ubangi. C'est avec une attention toute spéciale que le service de santé s'occupe des malades du Sida et de la prévention de cette maladie. La proximité de Bangui (capitale de la RCA), foyer de contamination, fait de cette prévention une priorité absolue.

Pour mettre les frais de santé à la portée de tous, la "zone de santé" a lancé une mutuelle qui compte déjà plus de 100.000 membres.

Dans le but d'avoir un personnel médical bien formé et motivé, deux instituts de formation médicale ont été ouverts: un de niveau A2 à Bwamanda et un de niveau A3 à Wapinda. Le niveau de l'école de Bwamanda est si haut que plusieurs congrégations religieuses d'autres diocèses -et même de Kinshasa- envoient leurs religieuses-étudiantes à cet institut de Bwamanda.

L'approvisionnement en médicaments est assuré par une pharmacie centrale fondée par le C.D.I. Elle importe elle-même les médicaments et assure aussi l'approvisionnement des hôpitaux dans les zones de santé qui ne sont pas gérées par le C.D.I.-Bwamanda.

4.2.2. Service socio-culturel

Le C.D.I.-Bwamanda a toujours attaché une grande importance à la culture locale comme base d'un véritable développement. Dans le premier projet de 1969, on peut lire qu'"un projet de développement doit tenir compte de la situation sociale et idéologique de la population". Et encore ceci : "L'enseignement nous paraît important". C'est de là qu'une telle attention fut toujours apportée à l'éducation populaire en général et à l'établissement d'un réseau scolaire complet.

4.2.2.1. Education populaire

Elle se fait par des cours d'alphabétisation, par l'animation féminine et les foyers sociaux.

Un rôle très important est rempli par "Radio Lendisa" qui, dans un rayon de 100 km avec Bwamanda comme centre, émet chaque jour des programmes éducatifs et récréatifs dans les langues locales: Ngbaka et Lingala.

Les catéchistes, qui ont reçu à Bwamanda une formation d'animateur rural, travaillent dans les villages au développement général, dans la vie courante et dans la formation religieuse.

4.2.2.2. Etablissement d'un réseau scolaire

Pendant 25 ans, le C.D.I.-Bwamanda a travaillé à l'établissement d'une infrastructure pour l'enseignement primaire et secondaire. A côté de nombreuses écoles primaires dans les villages, de nouvelles écoles secondaires furent créées.

Bwamanda: - Ecole secondaire: option pédagogie et sciences
- Ecole technique A2 électricité
- Ecole technique A3 automécanique
- Ecole médicale A2: 3 options

Bobito: - Ecole technique agricole A2

Gemena: - Humanités littéraires

Yakoma: - Humanités scientifiques A2 biochimie
- Ecole technique A3 automécanique

Wapinda: - Ecole médicale A3: 2 options

Les écoles techniques et médicales sont jusqu'à présent dirigées par le C.D.I.-Bwamanda. Jusqu'en 1990, les autres écoles reçurent de l'aide sous forme d'engagement de professeurs qualifiés et de fourniture de certaines nécessités matérielles. Depuis la cessation de la coopération internationale, le C.D.I. s'est vu obligé de limiter ses interventions.

4.3. SERVICE TECHNIQUE

Comme support pour ses nombreux services, le C.D.I.-Bwamanda a organisé un bon service technique.

4.3.1. Entretien du matériel roulant

Entre autres 30 camions pour les achats dans les villages, 15 véhicules tout-terrain, 20 motos et des dizaines de vélos.

4.3.2. Entretien des routes

400 km de routes nationales ou de desserte agricole sont toujours entretenus par le C.D.I. Jusqu'au début 1994 on pouvait compter sur un financement national et international. Depuis cette date nous devons assurer le financement nous-mêmes. Il devient extrêmement urgent qu'une aide soit de nouveau offerte.

4.3.3. Approvisionnement en eau

Forage, placement et entretien de pompes manuelles à eau dans les villages. 450 pompes ont déjà été placées. Beaucoup de villages attendent encore "leur" pompe.

5. LE PERSONNEL

Le C.D.I.-Bwamanda fut fondé parce que les promoteurs étaient convaincus que la population de l'Ubangi avait droit à une vie vraiment humaine, ce qui suppose la satisfaction des besoins primaires.

Dans ce but, il était nécessaire d'organiser un certain nombre de services. Mais il n'est pas suffisant de construire une infrastructure matérielle, il faut aussi des techniciens bien formés et dévoués pour en tirer le meilleur profit. Priorité a toujours été donnée aux Zaïrois qualifiés. Mais jamais on ne fit une zaïrianisation qui aurait pu nuire à l'efficience des services. D'ailleurs en agissant de cette manière nous nous serions mis en contradiction avec nos buts qui étaient de servir efficacement la population. La nécessité s'imposa donc d'engager des techniciens étrangers. Ceux-ci furent soigneusement choisis pour leur aptitude professionnelle, leur engagement et leur souci de former les cadres zaïrois. Il leur fut demandé

de travailler sur une base éthique: la préoccupation du bien-être général et la solidarité avec les plus démunis.

La politique du C.D.I.-Bwamanda était basée sur la conviction que les Zaïrois étaient capables de reprendre le travail des techniciens étrangers après une sérieuse formation. C'est pour cela que la préférence fut donnée aux membres de notre personnel qui ont progressé sur cette base éthique. Grâce à cette zaïrianisation progressive et raisonnable, le départ forcé des techniciens étrangers, lors de la rupture de la Coopération internationale, put être compensé de façon satisfaisante en confiant les services à des cadres nationaux.

Actuellement, à côté de quelques religieuses européennes qui travaillent dans les hôpitaux de l'intérieur, il y a seulement trois techniciens européens à Kinshasa. En accord avec les administrateurs zaïrois et les services concernés, il faudra examiner dans quelle mesure les jeunes cadres zaïrois ont encore besoin d'un accompagnement par évaluation et supervision à partir de l'Europe. Il faudra aussi discuter si un nombre limité de techniciens étrangers est souhaitable pour l'exécution de tâches bien déterminées. Comme base de cette discussion, un seul point : qu'est-ce qui est nécessaire pour le bien-être et le bonheur de la population? Ce principe, qui a toujours été à la base du C.D.I.-Bwamanda, doit rester le 'leitmotiv' pour son action future.